

Déclaration des organisations de la société civile sur la crise de la déforestation et des incendies en Amazonie brésilienne

à l'occasion du sommet du G7 à Biarritz, en France (août 2019)

L'augmentation dramatique du nombre d'incendies en Amazonie brésilienne en 2019, avec 32 748 occurrences recensées entre le 1er janvier et le 14 août (60% de plus que la moyenne des trois années précédentes) à la suite d'une augmentation alarmante du rythme de la déforestation au cours de l'année écoulée, a provoqué l'indignation et des manifestations au Brésil et partout dans le monde, au point que cette question a été inscrite en urgence à l'ordre du jour du sommet du G7 qui se tient à Biarritz, en France.

Les problèmes de déforestation et d'incendies en Amazonie ont une longue histoire ; Cependant, l'aggravation de la situation en 2019 est une conséquence directe du comportement du gouvernement du président Jair Bolsonaro. Les facteurs qui intensifient la crise environnementale en Amazonie, associés au gouvernement fédéral, sont :

- le refus de démarquer des terres indigènes, ainsi que les tentatives visant à ouvrir des territoires à l'exploitation minière, à la construction de barrages hydroélectriques et aux intérêts du secteur agroalimentaire, en violation de la Constitution Fédérale ;
- le démantèlement délibéré et systématique des compétences opérationnelles de l'IBAMA, de l'agence environnementale fédérale, et des autres institutions chargées de la lutte contre les actes illégaux d'accaparement de terres publiques, de défrichage et d'incendies de forêts, d'exploitation forestière et minière ;
- les déclarations publiques du président Bolsonaro sur son engagement à assouplir l'application de la loi et à suspendre les amendes pour activités illégales, en signalant clairement l'impunité qui encourage les crimes contre l'environnement ;
- les restrictions budgétaires, la persécution des employés et le démantèlement de la structure de l'ICMBio, l'agence fédérale chargée de la gestion des zones protégées ;
- l'effacement du cadre juridique régissant la concession de licences environnementales pour les projets d'infrastructures, d'exploitations minières ou agroalimentaires, réputés pour leurs impacts et risques sociaux et environnementaux élevés ;

- l'abandon du Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie (PPCDAm) lancé en 2004 et largement responsable d'une diminution importante des taux de déforestation entre 2005 et 2012 ;
- la manipulation des agences responsables de la protection de l'environnement, par la nomination aux postes de plus hautes responsabilité du gouvernement de personnes liées aux intérêts immédiats de l'agroalimentaire et d'autres secteurs qui devraient être soumis à une réglementation publique ;
- les tentatives de discréditer les institutions scientifiques du gouvernement fédéral chargées de surveiller la déforestation et les autres problèmes environnementaux, comme c'est le cas de l'Institut national de recherche spatiale (INPE).

L'augmentation de la déforestation et des incendies en Amazonie, associée à l'accaparement des terres et à l'exploitation illégale du bois et d'autres ressources naturelles, est directement liée à la montée d'actes de violence à l'encontre des peuples autochtones, des communautés traditionnelles et des mouvements sociaux; une violence restée impunie dans la grande majorité des cas. Pendant ce temps, le président Bolsonaro a encouragé la criminalisation des mouvements sociaux et des ONG, atteignant l'absurdité de les blâmer pour l'augmentation des incendies en Amazonie.

De tels actes, omissions et discours ont rendu le Brésil marginal aux yeux du monde, dans une région où le pays était auparavant un acteur de premier plan. Ceci constitue une menace pour l'Amazonie, le plus grand patrimoine des brésiliens, le bien-être de la population et le climat mondial, qui ne pourra pas supporter les émissions résultant de la destruction de l'Amazonie. Ironiquement, cette situation menace désormais l'avenir du secteur agroalimentaire brésilien que le président prétend défendre.

Le gouvernement brésilien doit assumer de toute urgence la responsabilité de conduire une série de mesures associant des acteurs des secteurs public, privé et de la société civile afin de résoudre ce grave problème, incluant les actions concrètes suivantes :

- un soutien efficient aux actions urgentes de lutte contre les atteintes à l'environnement liées à l'accaparement de terres publiques, à la déforestation, aux incendies et à l'exploitation illégale des ressources naturelles, dirigé par l'IBAMA et d'autres agences qui seront chargées du suivi et de l'application, avec des garanties sur le financement nécessaire ;
- la levée des obstacles à la démarcation des terres indigènes, ainsi que reconnaissance des droits territoriaux des communautés quilombola et autres populations traditionnelles ;

- l'arrêt des projets de loi visant à supprimer les protections environnementales, conformément à la récente proposition présentée par les anciens ministres de l'Environnement du Brésil ;
- la restauration du comité de pilotage et la reprise des activités du Fonds Amazonien (Fundo Amazônia) ;
- la reprise du plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie et dans la savane tropicale voisine (Cerrado), en garantissant des ressources financières suffisantes, la transparence et la participation des entités gouvernementales et de la société civile.

Dans le même temps, nous exhortons les pays membres du G7 présents au Sommet de Biarritz à prendre des mesures concrètes pour:

- garantir des mécanismes efficaces pour éviter les importations de produits en provenance des secteurs de l'agroalimentaire, des industries extractives et du bois en provenance de zones caractérisées par une déforestation récente et des violations des droits de l'homme en Amazonie ;
- mettre en œuvre des politiques efficaces de prévention et de « diligence raisonnable » pour les investissements des entreprises et des institutions financières dans des projets en Amazonie impliquant des niveaux de risque élevés et des violations des droits de l'homme et de la législation environnementale ;
- en cas de changement effectif des positions du gouvernement Bolsonaro, contribuer aux efforts du gouvernement et de la société pour lutter contre la déforestation et les incendies en Amazonie, avec les moyens nécessaires à la mise en œuvre de politiques de lutte contre le changement climatique conformes à l'objectif de 1,5 ° C de l'Accord de Paris.

Le 26 août 2019

Organisations co-signataires

Articulation des peuples autochtones du Brésil - APIB
 Association des terres autochtones Xingu - ATIX
 Association de forêt protégée
 Association alternative Terrazul
 Association des Communautés Montagne et Mangabal
 Association indigène du village de Maracanã - AIAM
 Association de recherche Xaraiés MT
 Articulation pour vivre avec l'Amazone – ARCA
 Articulation internationale des personnes par Vale
 Amazon Watch

Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne – COIAB
 Coordination nationale des communautés noires rurales Quilombola - CONAQ
 Caritas Brésilienne Régionale Minas Gerais
 Centre de Formation Afro Brésilien Transamazon et Xingu
 UFMG Human Rights Clinic
 Collectif féminin Xingu
 Comité national de défense des territoires contre l'exploitation minière
 Collectif Mura de Porto Velho (Rondônia)
 Comité de défense de la vie amazonienne le bassin de la rivière Madeira
 Conectas Droits de l'homme
 Conseil des missionnaires indiens - CIMI
 Forum sur le changement climatique et la justice sociale
 Forum amazonien de l'Est - FAOR
 Forum dans la défense d'Altamira
 Forum Bien vivre
 Fondation Darcy Ribeiro
 GT Infrastructure
 Greenpeace Brésil
 Institut Raoni
 Institut de Makarapy
 Institut Kabu
 Institut Socio-Environnemental - ISA
 Institut du Madeira Vivant – IMV
 Institut des frontières
 International Rivers – Brésil
 Mouvement des travailleurs ruraux sans terre – MST
 Mouvement des femmes paysannes - MMC
 Mouvement pour la souveraineté populaire dans le secteur minier-MAM
 Fermoirs Mouvement I Care
 Mouvement Tapajós vivant
 Mouvement Xingu vivant pour toujours
 Mutirão pour la citoyenneté
 Opération Native Amazon - OPAN
 Pacte de l'eau
 Planète Amazone
 Protégez Amazon
 Réseau d'ONG forestières de l'Atlantique – RMA
 Réseau GTA - Groupe de Travail Amazon
 Réseau brésilien d'éducateurs artistiques – ABRA
 Rencontre avec Rivers - Marabá
 Sindiquimica - PR
 Une goutte dans l'océan
 WWF-Brésil